

Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé (CLS) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le principe d'élaboration d'un Contrat Local de Santé (CLS) signé avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) a été adopté lors du Conseil municipal du 30 juillet 2020. Pour rappel, le Contrat Local de Santé, véritable outil d'animation territoriale, permet de décliner le projet régional de santé en fonction des besoins spécifiques d'un territoire de proximité. Il permet à tous les acteurs impliqués dans la politique de santé et de qualité de vie, d'agir ensemble, de façon coordonnée, autour d'objectifs prioritaires définis en concertation et répondant à des besoins concrets.

Un contrat de préfiguration pour identifier les besoins du territoire et définir les priorités de santé du futur CLS

Les grandes orientations stratégiques du CLS et le plan d'action qui en découlera ne peuvent s'écrire qu'en s'appuyant sur la connaissance fine de l'état de santé de la population et des problématiques de santé et de qualité de vie du territoire, la mise en place d'une gouvernance et d'une coordination.

Le contrat de préfiguration sera signé autour de la mise en place :

- D'un comité de pilotage co-animé par la Ville de Montpellier, l'Agence Régionale de Santé et le prestataire retenu pour la réalisation du diagnostic territorial de Santé ;
- Du recrutement d'un coordinateur (cofinancé par la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de

Santé) dont la mission sera de mettre en œuvre et de suivre la programmation et le déploiement du Contrat Local de Santé (CLS), d'animer et de coordonner les projets relevant de cette thématique et rendre compte de leur état d'avancement ;

- Du lancement d'un diagnostic territorial de santé partagé (cofinancé par la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé).

Une phase de « diagnostic territorial de santé partagé » lancée dès le 1^{er} avril

Le diagnostic territorial de santé, co-animé par la Ville, l'ARS et un prestataire externe, s'articulera d'avril à septembre 2021, autour de 3 grands axes :

- Une collecte des données quantitatives sur les aspects démographiques, économiques, sanitaires et sociaux (issue des différents rapports et études existantes : Analyse des Besoins Sociaux, Profil Santé, Rapports d'activités...) ;
- Une collecte de données qualitatives auprès des acteurs médicaux, para médicaux, associatifs et institutionnels du territoire afin de collecter leurs propositions et identifier leurs besoins ;
- Une consultation citoyenne permettant de « sonder » les citoyens sur leurs besoins en santé.

A la suite de cette phase d'étude et de mobilisation, les orientations stratégiques de la Ville seront définies autour d'axes thématiques (exemples : santé mentale, prévention et promotion de la santé, santé environnementale, précarité, offre de soins de premiers recours, santé orale...) et populationnels prioritaires. L'objectif étant que le Contrat Local de Santé soit signé en septembre 2021 pour une durée de 5 ans.

Le recrutement du coordinateur sera effectif dès la signature du Contrat Local de Santé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé ;
- de solliciter les financements auprès de l'ARS ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONTRAT_LOCAL_DE_SANTE_PREFIGURATON_2021_Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157689-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.